



INFORUP

Semaine du 6 au 10 février 2017

PHIL HOGAN S'EXPRIME SUR LA FIN DES QUOTAS SUCRIERS : La fin des quotas de production de sucre, prévue le 30 septembre 2017, a été « soigneusement préparée », a assuré fin janvier 2017 le commissaire européen à l'Agriculture Phil Hogan, en réponse à une question écrite de l'eurodéputé Claude Rolin (PPE/Belgique). La Commission européenne est plutôt confiante pour le secteur européen du sucre une fois que les quotas de production seront supprimés. Elle ne prévoit pas de perturbation majeure sur ce marché, comme cela a été le cas pour le secteur laitier. Le stockage privé, les accords collectifs entre les agriculteurs et les producteurs de sucre ainsi que le régime de protection à l'importation continueront d'être appliqués, ajoute M. Hogan. Par ailleurs, la Commission a, comme dans d'autres secteurs, la possibilité d'agir en cas de perturbation grave du marché du sucre et la politique agricole commune (PAC) « prévoit un soutien couplé facultatif en faveur des secteurs qui sont exposés au risque de déclin ». Un projet de règlement d'exécution que la Commission devrait soumettre en février au comité de gestion prévoit de porter à 1,350 million de tonnes – soit le plafond fixé par l'OMC – la quantité de sucre blanc hors quota pouvant être exportée par l'UE sans restitutions pour la campagne 2016/2017. Ce qui représente une augmentation de 700 000 tonnes par rapport à la première tranche de 650 000 t décidée en septembre 2016. « Selon les estimations les plus récentes, la production de sucre hors quota devrait atteindre 4,1 millions de tonnes », souligne le projet. Pour rappel, dans le cadre de la production sucrière des DOM, l'Etat français a débloqué une enveloppe de 38 millions d'euros afin de compenser les effets de la fin des quotas sucriers dans les DOM.

PÊCHE - ADOPTION DU RAPPORT POUR AVIS DE YOUNOUS OMARJEE SUR LA GESTION DES FLOTTES DE PÊCHE DANS LES RUP : Le rapport sur la gestion des flottes de pêche est pris en charge sur le fond par la députée Ulrike Rodust (S&D, Allemagne) en commission PECH mais il fait également l'objet d'un rapport pour avis plus succinct rédigé par Younous Omarjee (GUE/NGL, France) en commission REGI. Le rapport de M. Omarjee a été adopté dans sa commission REGI ce lundi à une large majorité (26 pour et 1 abstention), concluant au besoin de renouveler les flottes de pêche et de s'inspirer du POSEI pour gérer les aides au fonctionnement pour la pêche. La version consolidée finale du

rapport Omarjee n'est pas encore disponible, mais il est clair que ce rapport, favorable aux demandes des pêcheurs d'Outre-mer, soutenu par des amendements portés par Maurice Ponga (PPE, France) et Louis-Joseph Manscour (S&D, France), contribuera à influencer positivement le contenu du rapport d'initiative de Mme Rodust. Pour mémoire, le rapport Rodust, quant à lui, sera voté fin mars dans sa commission.

L'UE ESPERE RELANCER LE TTIP AVEC L'ADMINISTRATION TRUMP : Le vice-président de la Commission européenne en charge du pôle économique, Jyrki Katainen, a formulé le vœu, le mardi 7 février dernier, de reprendre, avec l'administration du nouveau président américain, Donald Trump, les négociations pour un accord de libre-échange UE/États-Unis (TTIP). « Le TTIP n'a pas été mentionné par la nouvelle administration américaine. Donc nous espérons toujours pouvoir relancer les discussions et créer un environnement commercial durable » entre les deux rives de l'Atlantique, a déclaré M. Katainen, lors d'une conférence à Berlin mardi. Pour rappel, la Commission et l'administration américaine précédente, dirigée par Barack Obama, n'étaient pas parvenues à conclure les négociations TTIP, lancées en juillet 2013 et ayant toutefois enregistré des progrès significatifs après 15 rounds de pourparlers.

ACCORD DE LIBRE ECHANGE AVEC L'INDONÉSIE – LES DOCUMENTS DU 2E ROUND PUBLIÉS : La Commission européenne a rendu public, mardi 7 février, une série de neuf propositions de textes de négociation de l'UE dans le cadre des pourparlers pour un accord de libre-échange avec l'Indonésie. Ces textes ont servi de support lors du deuxième round de pourparlers du 24 au 27 janvier à Bali. Ces neuf propositions initiales incluent un texte sur la politique de concurrence, un texte sur la coopération en matière sanitaire et phytosanitaire, un texte sur l'accès aux marchés publics, un texte sur la propriété intellectuelle, y compris la protection des indications géographiques, un texte sur les douanes et sur la facilitation des échanges, un texte sur les entreprises d'État et les monopoles, un texte sur les PME, un texte sur les règles d'origine et un texte sur les recours commerciaux (droits antidumping). Les textes de négociations sont disponibles à l'adresse suivante : <https://goo.gl/PIFMoA>. La Commission a aussi publié un « rapport de progrès » sur le deuxième round des pourparlers au plan technique qui s'est tenu fin janvier à Bali (disponible à l'adresse : <https://goo.gl/xEoAgQ>). « *L'objectif de l'UE dans ces négociations est de bâtir des ponts avec l'Indonésie, le plus large marché en Asie du Sud-est, avec plus de 250 millions de personnes. Notre ambition est de conclure un accord qui facilite le commerce et l'investissement et couvre un large éventail de questions, y compris des règles sur le développement durable* », a commenté la commissaire au Commerce, Cecilia Malmström. Le 3^e round devrait avoir lieu en septembre en Indonésie.

PROJET DE COOPERATION RENFORCÉE AVEC L'INDE : Le directeur général pour l'Asie et le Pacifique du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), Gunnar Wiegand, et l'ambassadeur de l'Inde auprès de l'UE, Manjeev Singh Puri, ont déclaré, jeudi 9 février, que la coopération entre l'UE et l'Inde allait être renforcée, notamment en matières commerciale et de lutte anti-terroriste. M. Wiegand a estimé qu'il y avait une large marge de

progrès possible. « *Il y a un certain nombre de domaines différents où l'on doit passer d'un simple dialogue à une coopération pleine et entière* », a-t-il dit. Il a cité notamment les investissements, les contacts entre les personnes ou la stabilité au Proche-Orient, en Asie ou en Afrique, pour agir davantage ensemble dans le domaine du contre-terrorisme. Interrogé quant à la sortie du Royaume-Uni de l'UE, l'ambassadeur indien a dit que, s'il était « *clair* » que l'Inde veut renforcer ses relations avec le Royaume-Uni, « *l'Europe à vingt-sept restera un énorme partenaire* » pour l'Inde. Ce sera « *sûrement son principal partenaire* », a-t-il ajouté. Le Parlement européen va, lui, envoyer une délégation de sept députés de la commission des affaires étrangères en Inde à partir du 21 février. Le Parlement prépare aussi un rapport d'initiative sur les relations UE-Inde, dont le rapporteur est Cristian Dan Preda (PPE, roumain). Eurodom suit attentivement ce projet car, pour mémoire, l'Inde est le 2ème producteur de sucre au monde (derrière le Brésil) et constitue également un producteur de rhum très présent sur le marché européen.

BREXIT – UN PAS DE PLUS FRANCHI POUR LA MISE EN ROUTE DU BREXIT :

Les députés britanniques ont largement adopté en première lecture (494 voix pour 122 voix contre), mercredi 8 février dans la soirée, le projet de loi du gouvernement donnant au Premier ministre, Mme Theresa May, le pouvoir de déclencher le processus de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, communément appelé « Brexit ». Cette procédure de confirmation a été imposée par la Cour suprême au gouvernement en janvier dernier. Ce projet de loi doit maintenant être examiné par la chambre des Lords, ce qui ne devrait pas créer d'obstacle. Selon toute logique et conformément aux annonces de la Cheffe de gouvernement, Mme May activera l'article 50 du Traité de l'UE avant la fin mars. Cette même semaine, le Premier ministre français, Bernard Cazeneuve et le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, ont affirmé, lors d'une rencontre à Bruxelles lundi 6 février, que le Royaume-Uni, une fois sorti de l'Union européenne, ne devait pas obtenir un statut qui laisse penser qu'il serait meilleur pour un État membre d'être en dehors de l'UE plutôt que dedans.

AGENDA DE LA SEMAINE DU 13 AU 17 FEVRIER 2017

	PARLEMENT EUROPEEN	COMMISSION EUROPEENNE	AUTRES ORGANES EUROPEENS	EURODOM
Lundi 13/02	Session plénière			Assemblée Générale Régionale en Martinique
Mardi 14/02	Session plénière			
Mercredi 15/02	Session plénière			Assemblée Générale Régionale en Guadeloupe
Jeudi 16/02	Session plénière			
Vendredi 17/02				